

Les enquêtes d'architecture rurale du MNATP de 1941 à 2001. Une institutionnalisation par le territoire

AUTEUR

Frédéric FIRRERI

RÉSUMÉ

Pour apprendre des territoires ou les enseigner, ce texte présente et problématise la plus vaste enquête sur l'architecture rurale sur l'ensemble du territoire français selon trois temporalités (EAR I, EAR II et publication). Il s'agit de mettre en évidence les méthodes de travail et les outils utilisés pour analyser les résultats. Quelles en sont les grandes étapes, les objectifs et qu'est-ce qui a réellement pu éclore de cette enquête ? Du sauvetage de dizaines d'hommes jusqu'au travail de publication d'ouvrages scientifiques, c'est véritablement la formation de la méthode scientifique appliquée au territoire, et plus précisément à l'habitat paysan, dont il sera question. Les différentes temporalités de l'enquête font émerger deux politiques aux objectifs correspondant respectivement à leur contexte : prospection pour la première et objet de savoir pour la seconde. Quelles sont les pistes révélées par ces politiques de l'enquête ? Peuvent-elles être actualisées de nos jours et sous quelle forme ?

MOTS CLÉS

enquête, habitat rural, collection, ethnologie

ABSTRACT

In order to learn about or teach territories, this text presents and problematises the most extensive survey of rural architecture in the whole of France over four phases (EAR I, CPFAUR, EAR II and publication). The aim is to highlight the working methods and tools used to analyse the results. What are the main stages, the objectives and what really came out of it? From the rescue of dozens of men, to the publication of scientific works, we will discuss the formation of the scientific method applied to the territory and more precisely to the peasant habitat. The different timescales of the survey brings out two policies with objectives that respectively correspond to their context: prospection for the first and object of knowledge for the second. What are the paths revealed by these policies of survey? Can they be updated today and in what form?

KEYWORDS

Enquiry, Rural habitat, Collection, Ethnology

INSTITUTIONNALISER LES TERRITOIRES

La recherche-action dans le domaine de l'architecture possède un objet de savoir historique unique en son genre. Une série d'enquêtes nationales sur l'architecture rurale, menées par le Musée des arts et des traditions du Trocadéro entre 1941 et 1946 puis par le Musée national des arts et traditions populaires (MNATP) entre 1968 et 1977, a donné lieu à la publication de 23 volumes dans la collection « L'architecture rurale française », qui peuvent apporter un éclairage sans précédent sur la relation entre l'habitant dans son territoire et le savant dans son institution. C'est au cœur de cette dialectique qu'il est possible de déceler d'une part comment un savoir, sur le territoire, par ses habitants s'est peu à peu institutionnalisé et, d'autre part, comment les outils de savoir ainsi que les méthodes de travail des enquêteurs peuvent aujourd'hui constituer une partie de l'historiographie du territoire rural français. De cette façon, l'hypothèse avancée est que le savoir émanant du territoire proviendrait d'une part des institutions du pays en question par leurs propres canaux, ici une collection d'ouvrages, de l'autre des habitants eux-mêmes par leur propre production. Ainsi, apprendre des territoires ne s'arrêterait pas à comprendre des modes d'habitat pluriels historiques ou encore existants, mais aussi nos rouages scientifiques faits de représentations savantes.

Ce processus institutionnel s'est échelonné sur trois temporalités : de 1941 à 1946 celle de « L'enquête sur l'architecture rurale I » (EAR I) ou « Chantier 1425 », de 1968 à 1977 celle de « L'enquête sur l'architecture rurale II » (EAR II) ou « Corpus sur l'architecture rurale », puis de 1977 à 2001 avec la publication de 23 volumes dans la collection « L'architecture rurale française ».

LES ENQUÊTES DE TERRAIN

EAR I de 1941 à 1946

Au cœur d'un contexte politique complexe (Front populaire, monté du nationalisme intégral, régime de Vichy), le commissariat à la lutte contre le chômage de la délégation générale à l'Équipement national est créé en 1940 (Maux-Robert, 2002) afin d'éviter d'envoyer au service du travail obligatoire – STO, dirigé par l'occupant – la jeunesse *intellectuelle*. Il va confier quatre chantiers intellectuels au jeune conservateur du nouveau Musée national des arts et des traditions populaires, Georges-Henri Rivière, soutenus partiellement par l'État (avec son service des Musées nationaux aux beaux-arts) et la Corporation paysanne : le numéro 1425, celui qui nous intéresse, se focalise sur l'étude de l'architecture rurale dans l'ensemble des provinces françaises (Vigato, 1994 : 323-328), le 909 sur le mobilier traditionnel, le 1810 sur l'artisanat traditionnel et le 1187 sur l'organisation de la documentation de ce même musée (Lebovics, 1995 : 174). C'est un moyen de sauver les architectes du STO, mais pas

uniquement (Faure, 1989). Cet important travail de terrain est dirigé par l'équipe de Georges-Henri Rivière composée de l'architecte du gouvernement Urbain Cassan, directeur technique, de Pierre Drobecq, architecte et muséologue, directeur scientifique, de Guy Pison, architecte et chargé de mission par les Musées nationaux, et de Pierre-Louis Duchartre, philosophe de formation et codirecteur scientifique (Le Couëdic, 2003 : 79-80). Ils produiront plus de 1 600 monographies sur l'architecture rurale avec une soixantaine d'architectes disséminés sur l'intégralité du territoire français. Ils mettront au point une méthode d'analyse rigoureuse pour comprendre l'habitat rural, mais aussi dans un objectif prospectif¹ (fig. 1).

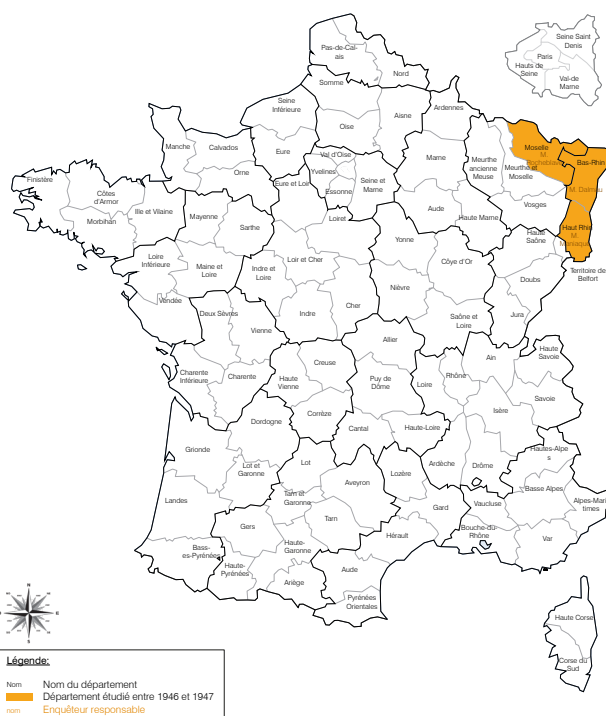
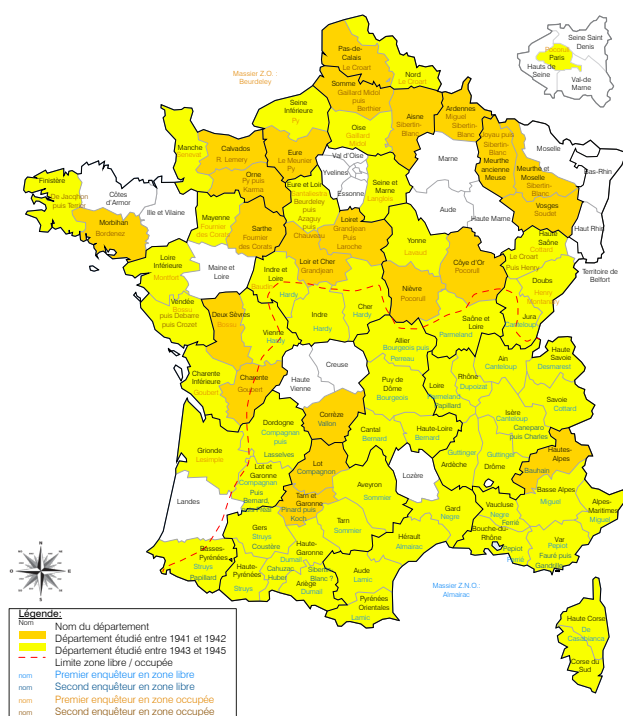
Figure 1. Maison de Madame de la Genardière. Les enquêteurs devant la maison (Georges-Henri Rivière et Marcel Maget au centre) (Archives du MUCEM)



Mais dès 1945, la production sera largement ralentie : l'urgence de la reconstruction de la France rappelle un grand nombre d'architectes missionnés par le MNATP à « construire » plutôt qu'à « enquêter ». Déjà, la collecte de documents et objets a considérablement enrichi la collection du jeune musée, mais reste encore lacunaire. Pour compenser ce départ des architectes-enquêteurs, Georges-Henri Rivière crée le Centre professionnel de formation d'architectes et urbanistes ruraux (CPFAUR, intégrant une partie de l'équipe de direction de l'EAR I), qui permet notamment d'inscrire l'enquête dans le cursus d'étudiants en architecture voulant se spécialiser sur les constructions en milieu rural sous la forme de stage de plusieurs mois. Cependant, en 1946, le gouvernement de la IV^e République mettra fin aux subventions². C'est la fin de deux périodes marquées par l'empreinte de Georges-Henri Rivière (fig. 2 & 3).

Figure 2 (gauche). Carte des départements traités par l'EAR I et enquêteurs associés

Figure 3 (droite). Carte des départements traités par le CPFAUR et enquêteurs associés

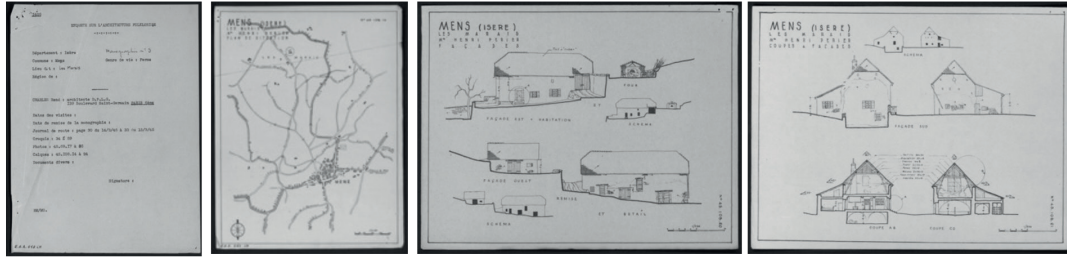


Entre 1941 et 1946, les architectes-enquêteurs vont accumuler les monographies d'habitations paysannes par la superposition de critères enveloppant un maximum d'informations descriptives (Raulin, 1994). Leurs outils de travail *in situ* sont les suivants : carnet de croquis, journal de bord, carnet d'épreuves photographiques pour constituer une monographie par bâtiment. Cette dernière suit un plan rigoureusement mis en place par l'équipe de direction qui s'affinera jusqu'en 1943. On peut y relever les parties suivantes : morphologie, répartition des locaux, matériaux et technique, historique, analyse critique, hygiène du logis, esthétique, comparaisons et références utilisées. Chacune d'elles montre la quête permanente de la plus fidèle retranscription d'un portrait vivant d'une famille paysanne. Elles décrivent les ensembles bâtis dans leur terroir, au cœur de leur activité (Rivière, 1973). Ainsi la maison est un ancrage dans le sol, puisque l'activité économique, les ressources alimentaires et constructives nécessaires à la survie de la famille exploitante possèdent comme dénominateur commun la proximité. Mais en réalité c'est une vision centralisée depuis Paris, et « d'en haut » (Ory, 2016 : 501), qui va construire *in fine* une représentation savante du territoire français dans sa diversité, alors que l'objectif était en premier lieu la conquête d'un nouvel objet de savoir dans le milieu populaire. Il s'agit de la mise en place d'un processus d'institutionnalisation par l'étude des milieux ruraux français (fig.4).

1 Voir Archives nationales, site Pierrefitte, carton n° 20130277/3 le fascicule *Enquête sur l'architecture régionale, instruction pour les enquêteurs*, p. 6-13.

2 *Ibid.*, carton n° 2013027/46.

Figure 4. Extrait de la monographie d'un habitat paysan en Isère avec l'enquêteur Charles René, 1945 (Archives du MUCEM)



EAR II & publication de 1968 à 2001

En 1968 s'ouvre la troisième période des enquêtes avec le nouveau conservateur en chef du MNATP, Jean Cuisinier. Il entreprend de poursuivre, mettre à jour et compléter les résultats de l'enquête nationale dans le but de la publier. Avec son équipe composée dorénavant majoritairement de scientifiques issus du CNRS s'ouvre l'EAR II. Il dresse d'abord un large bilan détaillé du travail déjà effectué afin d'évaluer le restant à produire, tout en conservant la dynamique de l'EAR I. L'équipe réalise alors que les 1 600 monographies se révèlent en réalité incomplètes tant l'ambition initiale était immense. La région de l'Alsace ne put être étudiée et le travail de certains enquêteurs se sont révélés insuffisants. Henri Raulin, ethnologue et maître de recherches au CNRS, à la tête de ce travail charnière, s'entoure d'une équipe de chercheurs plus restreinte pour reprendre les questionnaires et méthodes de l'EAR I et retourne sur le terrain afin de combler ces manques ; un travail qui s'étalera sur dix années (fig. 5).

Figure 5. Mosaïque de photos de Jean Cuisinier, Nord-Pas-de-Calais, 1968-1982. (Archives du MUCEM)



Le *chantier 1425* de l'EAR I devient avec l'EAR II, le *corpus de l'architecture rurale*. Plus que pour marquer le changement des enquêteurs, c'est une approche totalement différente qui est signalée, avec un glissement de l'ethnologie à l'anthropologie, à commencer par l'utilisation d'un « corpus », un ensemble de bâtiments sélectionnés suivant des critères précis afin de démontrer en quoi ils sont représentatifs d'une région. Il a pour objectif *in fine* de mettre en lumière la culture rurale par l'étude scientifique de son habitat, qu'il faudrait « conserver ». La prospection du *chantier 1425* disparaît, il s'agit désormais de valoriser, grâce à la science, un nouveau type de patrimoine et de le protéger (Cuisinier, 1977 : 13). Cela marque un changement de politique au sein du MNATP au cœur du Centre d'ethnologie française (CEF) du CNRS. Plus précisément, une certaine reconnaissance de ce type de construction dans l'imaginaire savant est à nouveau introduite dans le milieu scientifique, cette fois avec la conviction qu'il faut un réel projet éditorial afin de sensibiliser amateurs et professionnels.

Ainsi dès 1977, paraîtront 17 volumes de « L'architecture rurale française » aux éditions Berger-Levrault. Pour la publication de chaque volume, un directory scientifique composé de six ou sept experts extérieurs à l'équipe du CEF a été consulté. Mais l'ambition est une fois de plus trop grande : les volumes comportent un grand nombre de pages et d'images en grand format avec couverture rigide, élevant son coût de production et d'achat. Le rendez-vous avec le public est de courte durée et, après la parution de 17 volumes, la maison d'édition Berger-Levrault ne poursuivra pas la publication des volumes restants. Ce sont les éditions A. Die qui reprennent la publication dans un format et une édition revisitée, avec la parution de 6 volumes de 1992 à 2001. 4 recueils initialement prévus ne verront finalement pas le jour : *Maine-Anjou-Touraine*, *Périgord-Quercy-Agenais*, *Haut-Languedoc-Rouergue*, *Limousin*, laissant ces pièces manquantes au cœur de ce grand puzzle anthropologique.

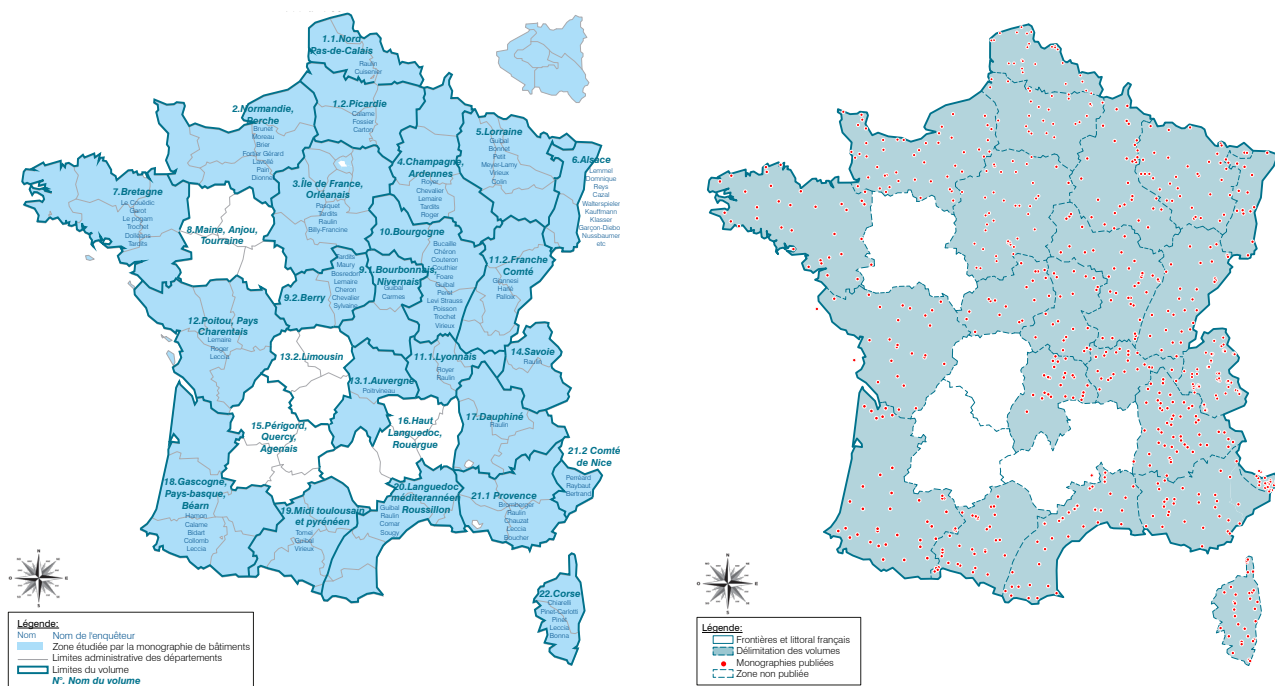
Ce projet éditorial s'est étalé sur près de 26 années, non sans difficultés, et a pu aboutir grâce au soutien de quatre ministères *a minima* par volumes : de la Culture, de l'Environnement, de l'Urbanisme, de l'Agriculture, de l'Équipement pour les principaux (fig. 6, 7 & 8).

Figure 6 Les 23 volumes de la collection de « L'architecture rurale française »



Figure 7 (gauche). Carte des départements étudiés par l'EAR II avec leurs enquêteurs associés

Figure 8 droite). Carte des monographies contenues dans les 23 volumes publiés dans le cadre de l'EAR II



DU TERRAIN AU LIVRE

Cette longue aventure intellectuelle collective est marquée par la transition entre les deux politiques du MNTAP. L'une est plus proche des habitants pour capter le réel dans son authenticité sans contraintes de formalisation et l'autre vise la publication. Cette dernière est beaucoup plus contraignante puisqu'il faut s'inscrire dans un ouvrage à la charte et au format bien définis. Malgré les différentes et très vastes ambitions du projet éditorial, force est de constater que plusieurs dimensions essentielles sont transformées lorsque l'on met les EAR I et II en vis-à-vis. L'architecture rurale analysée par l'EAR I place le paysan au cœur de son environnement, son logis étant considéré comme le centre de l'enquête, dans son contexte économique et social. La collection de l'EAR II place l'échelle régionale au premier plan, les maisons sont regroupées par genre et types procurant une hauteur de point de vue dans les monographies, alors que la dimension humaine si chère au premier conservateur du MNATP, Georges-Henri Rivière, perd sa place.

Figure 9. Carte issue du volume Dauphiné et reproduite par l'auteur

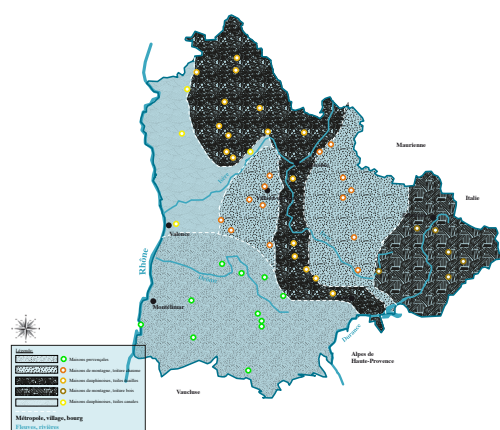


Figure 10. Carte de l'EAR I avec limites des volumes de la collection « L'architecture rurale française »

Retenons quelques points essentiels relatifs à l'apprentissage du territoire français d'avant-guerre. Les méthodes d'enquêtes mises en place sont le résultat d'un travail commencé avec le questionnaire de l'académie celtique (Ozouf, 1981) et des études folkloriques de Saintyves, en passant par l'*Encyclopédie française* de L. Febvre et d'A. Varagnac ou encore le *Plan d'enquête* d'Arnold Van Gennep. Cette conjugaison de disciplines, entre histoire, géographie, folklore, ethnologie, a eu son point d'orgue lors du congrès international de folklore en 1937 à Paris (Vallantin Velay, 1999) mais les questionnaires de l'EAR I qui en émaneront ne seront aboutis qu'en 1943, avec la participation de Marcel Maget et d'Albert Soboul. La méthode scientifique par le questionnaire pour déchiffrer l'habitat rural français a été retranscrite dans le premier numéro de 1947 de la revue *Techniques et architecture*, avec pas moins d'une dizaine de pages de critères d'analyse. C'est à partir de ce document que les quatre chantiers intellectuels vont se développer et générer un travail muséographique qui occupera de longues années le MNATP et son conservateur G.-H. Rivière. C'est aussi un outil historique de travail savant en soi qui a permis de développer un ensemble de savoirs et de connaissances dans son domaine, encore inégalé aujourd'hui.

Malgré des moyens scientifiques et financiers conséquents, force est de constater qu'une politique de conservation de l'architecture vernaculaire n'a pas été mise en place. Les questions relatives à sa position juridique, financière et institutionnelle restent ouvertes. Quelles sont les critères d'évaluation d'une architecture vernaculaire aujourd'hui ? Quels peuvent être les moyens techniques pour qu'une conservation puisse être opérationnelle ? L'aventure des enquêtes d'architecture rurale montre un exemple et un chemin à poursuivre dans le sens de l'agrandissement des connaissances de notre territoire.

RÉFÉRENCES

- Cuisenier J., 1977-1986, *L'architecture rurale française, Corpus des genres, des types et des variantes*, Paris, Berger-Levrault [17 vol.].
- Faure C., 1989, *Le projet culturel de Vichy*, Lyon-Paris, Presses universitaires de Lyon-éd. du CNRS.
- Le Couëdic D., 2003, *La maison ou l'identité galvaudée*, Rennes, PUR.
- Lebovics H., 1995, *La « vraie » France : les enjeux de l'identité culturelle, 1900-1945*, Paris, Belin.
- Maux-Robert M.-A., 2002, « Le commissariat à la lutte contre le chômage en zone sud », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 206(2), p. 121-146.
- Ory P., 2016, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire (1935-1938)*, Paris, CNRS éd.
- Ozouf M., 1981, « L'invention de l'ethnographie française : le questionnaire de l'Académie celtique », *Annales*, 2(36), p. 210-230.
- Raulin H., 1964, « L'architecture rurale française. Une enquête nationale inédite (1941-1948) », *Études rurales*, 13(1), p. 96-119.
- Rivière G.-H., 1973, « Le chantier 1425 : un tour d'horizon, une gerbe de souvenirs », *Ethnologie française*, 3(1-2), p. 9-14.
- Vigato J.-C., 1994, *L'architecture régionaliste : France, 1890-1950*, Wetteren, éd. Norma.

L'AUTEUR

Frédéric Firreri
 ENSA Toulouse – LRA
frederic.firreri@ntymail.com

